

Le moment est peut-être venu où nous devrions mettre au point un accord de ce genre, qui aurait un effet plus formel et obligatoire que les documents que je viens de mentionner, de sorte que lorsqu'un gouvernement agirait sans consultation, ou même avec consultation, mais d'une façon qui semblerait contrevenir aux principes de cet accord en particulier, on pourrait faire appel à ce dernier pour rétablir la situation.

Comme le révèle le rapport Hayes Coffin, l'interdépendance entre le Canada et les États-Unis exige une nouvelle catégorie de relations entre les deux pays. Ce genre de relations, qui devient peut-être nécessaire, ne saurait certainement pas se réaliser à une réunion comme celle qui a eu lieu à Ottawa en janvier, encore que je ne déprécie nullement l'importance de ce genre de réunion. Comme le ministre le sait sans doute, il faut beaucoup de travail préparatoire continu pour mettre un document au point. A notre avis, le principal but de tout accord de ce genre serait d'assurer que les droits et intérêts canadiens, ainsi que notre situation nationale distincte, soient protégés, à mesure que les exigences et les nécessités de l'interdépendance deviennent de plus en plus évidents; comme ils le deviennent de plus en plus et de jour en jour.

J'estime que les rouages actuels ne sont pas appropriés à cette fin. J'estime aussi,—je ne voudrais pas être mal compris à ce sujet,—que si importante que soit la reconnaissance de cette interdépendance continentale de façon à protéger les intérêts du Canada, ce serait encore loin d'être suffisant. Un aspect important du genre de négociations et de conférences dont je parle serait l'étude du rapport de ce continent interdépendant, particulièrement dans le domaine économique à l'heure actuelle, bien entendu, avec l'Europe occidentale qui reconnaît maintenant les nécessités de sa propre interdépendance puisqu'elle a créé le marché commun et la zone européenne de libre échange, car si nous, de ce continent, ne tenons pas compte dans une certaine mesure, de ce qui se passe en Europe, et si nous n'agissons pas en conséquence,—j'ai déjà dit ces choses plusieurs fois,—nous serons peut-être témoins un jour de la division du monde de l'Atlantique entre ses secteurs nord-américain et européen. Nul ne retirera des avantages d'une telle division, sauf ceux qui cherchent à détruire toute la collectivité de l'Atlantique.

Il est peut-être opportun, monsieur l'Orateur, de pousser l'étude de ces questions au plus haut point et de prendre des mesures collectives, tant ici qu'en Europe occidentale,

[L'hon. M. Pearson.]

afin de chercher à déjouer ce qui est peut-être le premier objectif de la politique soviétique d'aujourd'hui, soit la division des nations de l'Atlantique, ou les nations occidentales, entre secteur européen et secteur nord-américain.

Le ministre a beaucoup parlé des problèmes de l'OTAN et de l'Europe, et plus particulièrement des problèmes de Berlin et de l'Allemagne. Le ministre n'aurait pu aborder toutes les questions même dans une heure et demie, et peut-être qu'en une autre occasion il nous renseignera sur le fonctionnement de l'OTAN au cours de l'année écoulée. Il pourrait nous dire, par exemple, ce qu'on a fait des recommandations antérieures au sujet de la consultation, et comment se comporte le conseil de l'OTAN en tant qu'organisme pour la coordination de la politique étrangère occidentale. Il ne suffit pas pour un organisme international de cette nature de s'engager à faire des consultations.

La consultation peut signifier beaucoup de choses; toutefois, elle ne veut pas dire grand chose si elle signifie uniquement qu'un membre de la coalition présente aux autres des décisions arrêtées et des documents déjà rédigés en leur demandant leur aide et leur collaboration pour les entériner. J'ai l'impression que l'OTAN, grâce à son Conseil, fait des progrès à cet égard. Le ministre aura peut-être avant longtemps l'occasion de nous en dire quelque chose.

La situation qui règne à Berlin me semble mériter toute l'attention que le ministre lui a accordée. Il est difficile d'imaginer une situation plus dangereuse que celle qui existe actuellement à Berlin. Je ne veux pas me montrer trop alarmiste. Nous avons eu d'autres crises, d'autres situations de ce genre, et, d'une façon ou d'une autre, nous avons pu au moins les empêcher de dégénérer en conflit.

Il est difficile cependant de ne pas s'alarmer du danger croissant d'événements tragiques à Berlin, surtout si l'on tient compte des paroles qui émanent maintenant de Moscou. Le ministre a beaucoup insisté sur les déclarations de novembre et décembre derniers, déclarations qui, certes, étaient importantes; toutefois, les paroles qui émanent de Moscou et d'ailleurs depuis une semaine ou deux sont encore plus terrifiantes. Il faut espérer que ce ne sont là que des déclarations politiques pour consommation intérieure, comme le ministre a laissé entendre que c'est peut-être le cas. Mais il semble se dessiner, autour de la question de Berlin, une situation où une force irrésistible se heurtera à un objet inébranlable, et quand pareil événement se produit, il y a de la casse.

Je suis tout à fait d'accord avec le ministre, et les membres de mon parti appuieront certes